

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Luiz Inacio Lula Da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, sur les relations franco-brésiliennes, à Saint-Georges de l'Oyapock le 12 février 2008.

Mesdames et Messieurs,

Cher Président Lula,

Je voudrais dire combien la France est heureuse d'accueillir, en voisin, le Président du Brésil.

Nous avons pris un certain nombre de décisions importantes avec le Président LULA.

La première, c'est ce fameux pont dont on parle depuis huit ans sans en voir la réalisation. Les travaux commenceront cette année pour une inauguration en 2010. Le Traité a été ratifié, la déclaration d'utilité publique a été lancée pour réaliser les cinq kms de route dont on a besoin du côté français. C'est dans le même esprit que, le Président LULA et moi souhaitons développer le partenariat stratégique entre le Brésil et la France. Nous voulons mettre du concret dans ce partenariat stratégique : sur le plan militaire, sur le plan politique, sur le plan diplomatique, sur le plan de l'éducation, sur le plan de l'environnement. Une délégation de haut niveau va se rendre au Brésil pour discuter du contenu du plan et je me rendrai, à la fin de 2008, au Brésil pour signer ce partenariat stratégique.

Enfin, je veux dire que le monde a besoin que le Brésil prenne toute sa place dans les instances internationales. Je veux redire avec la plus grande force que le G8 doit se transformer en G13, qu'au minimum nous avons besoin, au prochain sommet de Tokyo, d'un moment important de discussions qui ne soit pas au format G8 mais qui soit au format G13.

Et je veux redire que la France souhaite que le Brésil soit membre du Conseil de sécurité, membre permanent du Conseil de sécurité. Sur l'ensemble des dossiers internationaux comme des dossiers bilatéraux, le Brésil et la France sont d'accord.

Je voudrais enfin remercier le Président LULA pour la part qu'il prend dans les efforts pour la libération d'Ingrid BETANCOURT.

LE PRESIDENT LULA - D'abord, je souhaite saluer le Président SARKOZY et saluer toute la délégation française qui l'accompagne.

Il serait important pour que nous puissions marquer cette histoire, que le gouverneur de l'Amapã soit à mes côtés et que le gouverneur de la Guyane française soit à côté du Président SARKOZY. Cette photo a une raison d'être, bien entendu. Les deux gouverneurs ont bien écouté ce qu'a dit le Président SARKOZY. Nos ministres des Transports sont ici. Nous ne souhaitons pas que le pont commence à être construit en 2009. Nous souhaitons que le pont commence à être construit en 2008. En fin de compte, le prix de ce pont, 38 millions d'euros, si on met ensemble le PIB de la France et celui du Brésil, ceci représente très peu alors que nous avons mis tellement de temps à le construire.

Cette photo, c'est aussi pour que ces deux gouverneurs puissent l'exiger des deux présidents, parce que d'autres photos ont déjà été prises ici, parce que des discours ont déjà été prononcés

ici, et que le pont n'existe toujours pas. Le Président SARKOZY va revenir pour inaugurer ce pont à la fin de mon mandat, en 2010.

Deuxième point que je trouve vraiment important, c'est la première visite du Président SARKOZY à sa frontière la plus étendue, hors d'Europe. Cette frontière est plus grande que la frontière la plus grande qu'il a en Europe. Le privilège de la France c'est d'avoir une frontière avec une région qui est aujourd'hui regardée par tout le monde, comme étant un des piliers pour sauver la planète, l'Amazonie. Ceci donne à la France, je dirais, un certain statut : être l'unique pays européen qui peut parler de l'Amazonie, parce qu'il appartient à l'Amazonie. Ceci n'est pas peu de choses, c'est beaucoup.

Pour cela, nous avons discuté. Nous allons créer une commission de haut niveau bilatérale avec une date pour commencer ces travaux et une date pour finir ces travaux pour que nous puissions, lors de la venue du Président SARKOZY, en décembre 2008, en tant que Président de l'Union européenne, signer non un accord stratégique abstrait mais un accord stratégique avec un contenu stratégique que nous nous engageons à réaliser.

Une chose qui m'enchant, et qui enchante aussi le Président SARKOZY du côté français, c'est l'idée de commencer à discuter ensemble de la question de la biodiversité et là, nous pourrions y faire participer tous les pays qui ont des frontières qui appartiennent à la région amazonienne. Pour que nous puissions faire participer le monde scientifique, afin qu'il recherche d'une façon beaucoup plus audacieuse, beaucoup plus forte, tout ce que l'Amazonie peut offrir avec ses ressources pour aider l'humanité. Nous ne sommes pas de ceux qui défendent l'Amazonie en tant que sanctuaire de l'humanité. Du côté brésilien, il y a presque 25 millions d'habitants qui souhaitent travailler, qui souhaitent manger, qui souhaitent avoir une voiture, qui souhaitent avoir accès aux biens matériels que l'humanité produit.

Le défi qui se place devant nous, c'est comment comptabiliser une politique de développement pour toute l'Amazonie en tenant compte de la préservation de l'environnement. Comment mettre à profit, pour le bien de l'humanité, l'extraordinaire biodiversité de l'Amazonie, très méconnue des hommes. En plus, je pense aussi qu'il est important que le Président SARKOZY ait accepté une invitation que je lui ai formulée pour participer, à mes côtés, l'année prochaine, le 7 septembre 2009, au défilé lors de l'anniversaire de l'indépendance du Brésil.

J'ai dit au Président SARKOZY que nous avons seulement une unique divergence de fond avec la France qui n'est pas facile à résoudre : c'est la suprématie de la France en football lors de la Coupe du monde en 1998 et en 2006. Nous allons essayer de réviser cette situation !

Par rapport à Ingrid BETANCOURT, j'ai dit au Président SARKOZY que le Brésil est disposé à participer à tout effort pour que, dans un acte humanitaire, nous puissions libérer tous les otages. Bien entendu, il faut tenir compte de la sensibilité politique des gens. Tout ce qui est à notre portée, il faut le faire avec l'accord du gouvernement colombien, sinon tout devient plus difficile. Président SARKOZY, soyez le bienvenu à votre premier voyage en Amazonie française, à 1 000 ms de l'Amazonie brésilienne. Vous n'avez pas encore été piqué par aucun moustique et vous ne le serez certainement pas. C'est une preuve que ce n'est pas aussi inhospitalier que l'on dit !

QUESTION - Monsieur le Président, une question sur le pont qui va relier le Brésil à la Guyane française. Les produits brésiliens qui viennent du Brésil et qui viendront en Guyane française, il faudra qu'ils soient mis dans des conteneurs, qu'ils reçoivent un cachet de l'Union européenne afin de pouvoir parvenir de l'autre côté. Les Brésiliens qui veulent arriver en Guyane française doivent payer plus de 200 reais pour avoir un visa. Il n'y a pas de réciprocité : les Français peuvent rentrer simplement avec leurs passeports sans avoir à payer quoi que ce soit. Est-ce que ce pont changera la réalité de la situation de la région ? Est-ce que les plus de 50 000 Brésiliens qui vivent en clandestins, ici, en Guyane française et qui travaillent tous les jours, est-ce qu'ils bénéficieront d'un traitement différent à partir du moment où le Brésil sera rapproché de la Guyane française grâce au marché commun européen et au pont ?

LE PRESIDENT - Que les choses soient claires, j'ai dit à nos amis de la Guyane française qu'ils devaient regarder vers le Brésil et pas simplement vers la métropole, que le développement économique de la Guyane française passait par la collaboration et l'ouverture avec le Brésil.

Demain à 10 heures

Première remarque.

Deuxième remarque. Avec le Président LULA, et chacun a ses propres problèmes, il nous faut mettre à plat un certain nombre de questions qui nécessitent, pour leur solution, la collaboration entre le Brésil et la France. Je pense au problème de la pêche, je pense au problème de l'orpaillage, je pense au problème de l'immigration. Que les choses soient claires pour nous : nous serons d'une fermeté totale contre les trafics et les trafiquants. La politique de la France, c'est l'ouverture au Brésil, l'ouverture aux Brésiliens et l'amitié avec le Brésil.

Par ailleurs, je ne crois pas à la pérennité d'un système qui consiste à faire payer une entrée, parce qu'avec un système de cette nature, on complique la vie de ceux qui veulent faire des affaires ou voir leurs familles, et on est totalement inefficace dans la lutte contre les clandestins. Donc, à partir du pont, nous allons renforcer notre collaboration pour travailler main dans la main, Brésiliens et Français, contre tous les trafiquants. Là aussi, nous sommes prêts à mettre à plat toutes nos règles, parce que nous avons besoin les uns des autres.

LE PRESIDENT LULA - Nous avons un accord de 1976. C'est bien cela. Il y a donc douze ans. Dans la mesure où les deux villes s'accroissent, s'accroissent aussi les problèmes. D'après certains calculs, nous avons 20 000 Brésiliens ici, en Guyane française. Mais il y a environ 20 à 30 000 Brésiliens qui rentrent et qui sortent d'une façon non légale. Bien entendu, nous souhaitons travailler pour que tous les Brésiliens qui entrent dans un autre pays le fassent de façon légale, et réciproquement, tous ceux qui rentrent au Brésil le fassent de façon légale. S'il y a eu un accord, avec le temps, cet accord a produit une défaillance dans nos rapports, rien de plus juste qu'après cette rencontre, les ministres des Affaires étrangères du Brésil et de la France commencent à proposer une révision de cet accord. Une fois que nous allons être plus proches, nous allons transiter beaucoup plus entre nos deux pays. Quand débiteront les travaux de ce pont, en 2008, la sagesse de la diplomatie brésilienne et française, j'imagine, aura déjà permis de construire une esquisse d'accord qui puisse éviter tout genre de problèmes pour le trafic des Français de la Guyane vers le Brésil et des Brésiliens vers la Guyane française.

QUESTION - Monsieur le Président, vous parliez à l'instant de l'ouverture, mais sera-t-elle profitable aux deux parties ? L'économie brésilienne est en plein essor, essor commercial que n'a pas le département, est-ce que la Guyane ne risque pas d'être noyée face ce géant brésilien ? Ma deuxième question est sur le côté sécuritaire. Est-ce que la collaboration sera effective pour lutter à la fois contre l'immigration clandestine et la criminalité ?

LE PRESIDENT LULA - La France défend le libre commerce. Le Brésil défend le libre commerce. Si le Brésil réussit à produire des produits de qualité, meilleur marché que les produits en France, en Europe, il est juste que les Français de Guyane achètent des produits brésiliens meilleur marché et de qualité. En fin de compte, le libre marché permet d'avoir la possibilité de choisir le meilleur produit de meilleure qualité et le prix le plus bas. Et, bien entendu, nous connaissons le potentiel technologique de la France. La France possède des investissements au Brésil de l'ordre de 14 milliards de dollars, au moment où la balance commerciale entre le Brésil et la France représente aujourd'hui 7 milliards de dollars par an. Ceci veut dire que nous ne pouvons avoir aucune crainte, aucun souci par rapport à la croissance du commerce entre la Guyane française et le Brésil. Parce que grâce à la Guyane française, la France peut avoir plus de facilité pour vendre de bons fromages, de bons vins aux Brésiliens qui aiment le vin, le fromage et d'autres produits français. Nous ne courrons pas ce risque.

Bien entendu, non seulement en Guyane française et au Brésil mais partout dans le monde, nous devons nous soucier de la criminalité, du trafic des stupéfiants, du trafic d'armes. Plus nous serons ensemble et plus nos polices travailleront ensemble et plus les services des deux pays échangeront des informations, et plus nous saurons combattre le trafic de stupéfiants, la contrebande et le crime organisé.

LE PRESIDENT - Vous avez bien les données stratégiques dans la tête : la Guyane française, c'est le territoire du Portugal avec 210 000 habitants. Ce n'est pas un marché suffisant pour avoir un développement économique endogène. Le Brésil est un pays dont la superficie est 40% plus grande que la totalité de l'Europe des 27. Ses besoins sont immenses et sa croissance est de 7%. Quand on a 700 kms de frontière avec un géant pareil, c'est une opportunité, ce n'est

pas un risque. Je n'ai pas l'intention de mettre la Guyane française sous cloche.

Est-ce que vous pensez qu'en Asie du Sud-est, la Chine qui est un géant d'un milliard trois cents millions d'habitants, est un problème économique pour ses voisins ? Est-ce que vous pensez que l'Inde qui a un milliard d'habitants est un problème économique pour ses voisins ? C'est faux. C'est une opportunité, car un géant économique, cela attire tous les autres pays. C'est une chance pour la Guyane.

Comment voulez-vous que nous luttons efficacement contre les trafiquants et les trafics si nous ne travaillons pas main dans la main avec les Brésiliens ? C'est la première fois que deux présidents s'engagent fortement dans la lutte contre les trafics et les trafiquants. C'est une bonne nouvelle. C'est l'ouverture de la Guyane. C'est l'intérêt de la France et du Brésil et ce que nous allons signer est historique. C'est la seule solution pour un développement fort de la Guyane.

QUESTION - Est-ce qu'il y a eu des progrès dans les discussions dans le domaine de la défense ? Au-delà de la vente d'avions de chasse et de sous-marins au Brésil, est-ce que la France est prête à transférer de la technologie au Brésil afin que le Brésil puisse développer ses équipements ?

LE PRESIDENT - Oui. J'ai dit au Président brésilien que, sur la question des sous-marins, nous étions prêts à ce qu'un sous-marin Scorpène soit fabriqué au Brésil. Sur la question des avions de combat, comme des hélicoptères, nous sommes prêts à organiser des transferts de technologie pour que des hélicoptères et des avions de combat £ je pense notamment au Rafale, soient fabriqués au Brésil. Mais je lui ai dit que nous souhaitons que ce partenariat global soit mis sous un timbre qui ne soit pas exclusivement destiné à la livraison de matériels militaires. Notre ambition est plus grande. Nous voulons agir ensemble, réfléchir ensemble, construire ensemble, intervenir ensemble. Et, pour être tout à fait clair, il n'y a pas de tabous. Le Brésil est une grande puissance démocratique qui réfléchit sur les conditions de sa sécurité, c'est son droit le plus absolu. Le Brésil est un ami de la France. Nous sommes donc tout à fait disposés à travailler avec le Brésil en toute transparence avec nos alliés et nos amis. Il n'y a aucune difficulté, aucun secret. Vous assistez à la volonté de deux grands pays de travailler et de réfléchir ensemble. Au service de quoi ? Au service de la paix dans le monde. Voilà très exactement ce dont nous avons discuté.

LE PRESIDENT LULA - Je pense qu'il est important d'avoir une compréhension plus ample de cette nouvelle phase que la France et le Brésil souhaitent construire. Moi, depuis ma transformation en militant politique, j'ai commencé à découvrir, à voir combien de gens au Brésil aimaient la France. C'était de grands intellectuels brésiliens qui ont adopté la France, c'était des militants politiques de gauche qui allaient en France en tant qu'exilés. Moi aussi j'ai entendu dire que les Français aimaient le Brésil et j'en ai eu la preuve lors de l'année du Brésil en France. J'ai participé à l'événement et je ne distinguais plus les Brésiliens et les Français parce que tous dansaient la samba ! Tout au long du temps, des rapports de confiance ont été construits entre les deux pays. Des chercheurs brésiliens vont en France. Des chercheurs français se rendent au Brésil.

Pour ce partenariat que nous souhaitons construire nous voulons signer l'accord pour la fin de cette année. Nous pensons à un accord très élargi. Nous nous sommes mis déjà d'accord pour démocratiser les organes multilatéraux. Nous sommes d'accord sur le fait que l'ONU a besoin d'être démocratisée et ne doit pas garder ce modèle du XXe siècle. Nous sommes convaincus qu'une institution telle que le Fonds monétaire international doit penser beaucoup plus au développement et moins à l'ajustement fiscal. Nous sommes convaincus que le G8 doit aller au-delà du G8. Il y a des pays qui sont en ascension : le Brésil, l'Afrique du Sud. Ils ont de l'influence sur la scène mondiale tels les pays du G8. J'accompagne tous les jours, dans mon ordinateur, le risque Brésil. Il monte. Le risque des pays émergents. Il monte. Mais avec la crise américaine, pourquoi le risque Brésil augmente-t-il ?

Je pense que le Brésil et la France peuvent apporter une extraordinaire contribution à la construction d'une nouvelle pensée sur la question de la sécurité, la question de la paix. En fin de compte, le Brésil a toute l'Amérique du Sud avec elle. Nous avons le continent africain à 6 000 kms de nous. Ce sont des lieux qui sont en train de monter, d'évoluer. D'ici trente ans environ, l'Afrique aura un milliard et trois cents millions d'habitants et si elle a trois cents millions de

consommateurs, nous allons avoir un besoin plus fort de transports plus efficaces. Avec le Président SARKOZY nous sommes en train de construire des fondations plus solides de ce que nous avons jusqu'à présent pour que les constructeurs qui viendront après, puissent ériger une bonne architecture. Pour que la France et le Brésil contribuent plus avec le monde, avec la connaissance scientifique et technologique dans le domaine de la défense et de l'éducation. Voilà ce que sont les rapports stratégiques qui vont au-delà de l'achat et de la vente de produits.

LE PRESIDENT - Je voudrais dire de ce point de vue que je trouve invraisemblable que l'on puisse imaginer parler des grandes questions du monde sans inviter à la table de discussions un seul pays africain et un seul pays d'Amérique du Sud, comme si ces deux continents n'existaient pas. Je demande vraiment à mes collègues de réfléchir à cela. Je le dis comme je le pense. L'Amérique du Sud, cela compte. L'Afrique, cela compte. L'Inde et la Chine, cela compte. Ce sentiment qu'il y aurait un directoire du monde dont on évacuerait deux milliards et demi d'habitants est une idée qui n'est pas très raisonnable. C'est la raison pour laquelle je continuerai à militer pour convaincre mes amis que nous avons besoin d'avoir le Brésil, d'avoir l'Inde, d'avoir la Chine, d'avoir le Mexique, d'avoir l'Afrique du Sud, et vraisemblablement un pays arabe en plus. C'est comme cela que l'on peut affronter les grandes questions du monde. Sinon, cela donnerait le sentiment à toutes les parties du monde qu'elles ne comptent pas. La conception que nous avons, le Brésil et la France, c'est qu'un être humain vaut un être humain. Je crois que c'est quand même très important.

QUESTION - Monsieur le Président, vous vous apprêtez à regagner la métropole dans quelques instants, où votre majorité traverse une situation politique tendue. Nous souhaitons connaître votre état d'esprit.

LE PRESIDENT - Je ne sais pas si l'Oyapock est tout à fait le lieu pour tenir une conférence de presse politique mais enfin, c'est tout à fait normal que je réponde aux questions. Vous savez je ne pense pas que l'on devienne Président d'un pays par hasard. Il faut beaucoup d'expérience, avoir traversé beaucoup de difficultés, surmonter beaucoup d'épreuves. Tous les gouvernements, toutes les majorités, tous les présidents, connaissent des moments plus ou moins faciles. Et il semble qu'il y ait des difficultés. Les difficultés, il faut les affronter avec sang-froid, avec humilité et continuer à travailler, parce que moi, mon rendez-vous, c'est la fin de mon quinquennat. J'ai pris des engagements devant les Français, je les tiendrai. J'appelle chacun au plus grand sang-froid et au plus grand calme. Les Français nous ont élus pour que nous mettions en oeuvre la politique sur laquelle je m'étais engagé. C'est ce que je fais. C'est ce que je continuerai à faire. Je ne crois pas, pour dire les choses, que la fébrilité amène quoi que ce soit à la solution des problèmes. J'attire votre attention, qu'en Guyane, je n'ai pas quitté la France. C'est le Président LULA qui a traversé le fleuve. Enfin, si pour vous faire plaisir, je dois le traverser dans l'autre sens, je suis tout à fait prêt à le faire. J'aurai d'ailleurs l'occasion, dans les semaines qui viennent, après les municipales vraisemblablement, peut-être même avant, de m'expliquer sur un certain nombre de sujets de façon à ce qu'il n'y ait aucun malentendu. Je vous remercie les uns et les autres.